



Publication de la LITci. Nouvelle époque. Num. 149

Juin 2009

Elections européennes en Espagne

Très bon résultat d'Initiative Internationaliste

Le 7 juin ont eu lieu, dans les pays membres de l'UE, les élections pour le parlement européen, un organisme qui, jusqu'à présent, a une fonction plus symbolique que réelle.

En Espagne, les deux tendances plus générales de l'élection dans le continent ont été mises en évidence. D'une part, un taux d'abstention très élevé s'est maintenu, n'ayant voté que 46% de l'électorat. Comme l'indique le communiqué de *Courant Rouge*, cette abstention « est le reflet du discrédit, parmi la population du vieux continent, d'une Union Européenne (UE) qui a montré encore une fois son rôle d'instrument de l'Europe du Capital ». D'autre part, le meilleur résultat électoral a été obtenu par les organisations bourgeoises de droite, qui ont dépassé les partis « de gauche » des régimes au pouvoir. Dans le cas de l'Espagne, le Parti Populaire a obtenu 42,23% des voix, contre 38,51% pour le PSOE, le parti au gouvernement.

Dans ce cadre, la liste *Initiative Internationaliste - Solidarité entre les Peuples* (II-SP), bien que n'ayant pas obtenu de députés, a réalisé une très bonne élection, surtout si on considère les conditions et les attaques dont elle a fait l'objet. Elle apparaît ainsi comme une alternative naissante pour une avant-garde de combattants de l'Etat espagnol.

L'Etat espagnol : prison de peuples

Pour comprendre les caractéristiques actuelles de l'Etat espagnol, son actuel régime politique et les fortes contradictions qu'il présente, il est nécessaire de revenir brièvement sur son histoire.

L'unité de l'actuel Etat espagnol est le résultat d'un long processus qui s'est développé après l'expulsion complète des « maures » (les musulmans) du territoire, entre les 15^{ème} et 18^{ème} siècles. Toutefois, contrairement à d'autres pays européens, cette unité n'est pas mise en oeuvre par la bourgeoisie la plus développée économiquement et

culturellement, mais par un secteur bureaucratique centré sur Madrid et la Castille, avec un poids fort de l'Eglise catholique.

De cette manière, la monarchie de Castille s'est imposée et se met à opprimer d'autres nationalités avec des racines culturelles et linguistiques propres, comme les Basques (avec une langue complètement différente des langues romanes), les Catalans ou les Galiciens. C'est pourquoi, la caractérisation de « prison de peuples », que les marxistes donnaient à l'empire russe avant la Révolution d'octobre, s'applique parfaitement au royaume d'Espagne.

Depuis lors, tant la lutte pour une République bourgeoise démocratique et l'élimination de la monarchie, que la lutte des nationalités opprimées pour leurs droits, étaient à l'ordre du jour. Pendant une courte période du 19^{ème} siècle, entre 1873 et 1874, a existé la I^{ère} République, rapidement renversée par les monarchistes.

Les contradictions de l'Etat espagnol se sont accentuées avec le développement capitaliste et l'époque impérialiste, et elles ont explosé cruellement dans la décennie de 1930, lors de la Révolution espagnole, l'instauration de la II^{ème} République et la guerre civile (1936-1939). Le triomphe des forces fascistes et le long régime dictatorial de Francisco Franco ont approfondi son caractère de « prison de peuples ». Dans les nationalités sont apparues aussi, de pair avec les formations bourgeoises nationalistes, des organisations et des courants indépendantistes plus radicalisés, comme c'est le cas de l'ETA au Pays basque.

La transition

Pendant les années 60 et le début des années 70 s'est développé en Espagne une forte montée des luttes contre un régime franquiste de plus en plus déclinant, y compris par le vieillissement du *Generalissimo* lui-même. La crise économique, d'une part, et le mécontentement de plus en plus grand contre le régime franquiste, d'autre part, ont ouvert la possibilité du renversement révolutionnaire du régime, avec les travailleurs à l'avant-garde de cette lutte.

Pour éviter cette alternative, les secteurs les plus lucides du franquisme, comme Adolfo Suárez, ont élaboré la politique de la « transition », afin de « recycler » le régime et de le « démocratiser » en sauvant les aspects essentiels du pouvoir économique, politique et militaire des secteurs bourgeois liés au franquisme.

L'actuel régime politique est né de la « transition ». Il combine des institutions de la démocratie bourgeoise, comme l'élection par vote populaire du Parlement et du Président du Gouvernement, avec la restauration de la monarchie et de la personne du roi comme expression institutionnelle de l'Etat espagnol. Le roi Juan Carlos a été choisi par Franco en personne pour cette fonction. L'actuelle constitution espagnole est tout à fait réactionnaire en ce sens, au point que le fait de critiquer le roi est considéré une infraction. Plusieurs activistes antimonarchistes ont été jugés pour cela.

En même temps, pour éluder la reconnaissance des nationalités, une politique a été mise en oeuvre que nous pouvons appeler de « tournée générale » : des « Communautés autonomes » ont été créées sur tout le territoire, avec des gouvernements et des parlements régionaux, comme espace pour leurs bourgeoisies. Mais ce n'est qu'une

couverture plus « démocratique » pour la « prison de peuples », étant donné que ces « Communautés », bien qu'elles disposent finalement de quelques attributions administratives et redistribuent une partie des dépenses de l'Etat, n'ont aucun droit réel d'autonomie. Le critère sous-jacent est encore toujours la devise de la droite : « l'Espagne unique et indivise ».

La transition - et l'usurpation qu'elle représenta des aspirations démocratiques du peuple et des nationalités - n'aurait pas pu s'achever avec succès sans la trahison des partis qui dirigeaient les masses, comme le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) et le Parti Communiste Espagnol (PCE), dont les dirigeants (Felipe González et Santiago Carrillo, respectivement) ont signé, en 1977, les *Accords de la Moncloa*, des accords économiques et politiques qui ont mis le point final à la « transition ».

Quarante années après la Révolution espagnole, les dirigeants de ces partis, dont les militants avaient donné leur vie dans la guerre civile, acceptaient la monarchie et, comme un symbole de leur trahison, pliaient le genou devant le roi. Les dirigeants des centrales ouvrières sous leur influence - Commissions Ouvrières (CC.OO, du PCE) et l'Union Générale des Travailleurs (UGT, du PSOE) - suivaient le même chemin.

Le PCE a commencé à perdre du poids et a subi plusieurs crises, mais il s'est clairement maintenu à l'intérieur du régime, ce qui explique sans doute la position de Willy Meyer, le principal candidat de Gauche Unie (IU, la coalition dont faisait partie le PCE, dans ces élections), qui a approuvé l'interdiction de la liste d'II-SP. Le PSOE, quant à lui, est devenu un des piliers essentiels de ce régime, en assumant plusieurs fois le gouvernement du pays, comme c'est le cas actuellement.

La crise frappe durement l'impérialisme espagnol

L'Espagne a été un des premiers pays impérialistes. Mais ce caractère de « vieil » impérialisme s'est manifesté aussi dans une forte décadence au 19^{ème} siècle et dans la première moitié du 20^{ème}. A partir des années de 60 et 70 a commencé un processus de modernisation et développement capitaliste qui s'est approfondi à partir de l'intégration à l'UE, dans la décennie du 90.

Comme une partie de ce processus, le pays vit une reconversion productive. D'une part, la bourgeoisie a accepté un plan de réduction de son industrie (spécialement métallurgique et navale). D'autre part, elle a étendu son espace comme centre touristique et commercial. En même temps s'est renforcé son rôle de sous-impérialisme, spécialement avec des capitaux allemands et américains. De ce fait, le pays a gagné un poids économique important en Amérique latine (par le biais de grandes entreprises comme Banco Santander, Telefónica, Repsol, etc.), et même à Cuba, spécialement dans le secteur du tourisme.

A l'intérieur du pays, l'économie s'est essentiellement centrée sur la création d'une grande « bulle immobilière » (proportionnellement supérieure à celle des Etats-Unis), qui a mené à une hypertrophie du secteur de la construction. Par exemple, à la fin de 2005, l'Espagne avait un parc de 23,7 millions de logements pour un total de 15,4 millions de foyers (données de la banque d'Espagne), c'est-à-dire une moyenne de 1,54 logements pour chaque foyer espagnol, le taux le plus haut du monde.

Dans ce cadre, la crise économique internationale a frappé le pays de plein fouet : au premier trimestre de 2009, l'économie espagnole s'est contractée avec un taux annuel de 3% par rapport à la même période de 2008, et de 1,9% par rapport au trimestre précédent, les pires résultats depuis 1970. Suite à cela, en avril 2009, le chômage a atteint le chiffre alarmant de 17,36% (3,45% de plus que le trimestre précédent), le taux le plus haut de l'Union européenne. Au cours des seuls douze derniers mois, 1 311 000 postes de travail ont été détruit, ce qui s'ajoute aux demi million de personnes qui n'ont pas pu obtenir leur premier travail (données extraites de <http://www.economiadehoy.com/>).

Les luttes

Dans ce cadre, il ne faut pas s'étonner que la situation préalable aux élections montra un accroissement des luttes dans différents secteurs, spécialement parmi les travailleurs et les étudiants, ce qui s'ajoute aux revendications historiques des nationalités.

D'une part, il y a eu les luttes contre les EREs (Dossiers de Restructuration d'Entreprises, un mécanisme juridique avec lequel les entreprises légalisent les licenciements), avec des mobilisations très significatives, en particulier, dans le secteur de l'automobile. Des travailleurs comme ceux de la multinationale américaine du transport de marchandises UPS ont été les protagonistes d'une lutte longue et victorieuse à Madrid. Il y a eu aussi d'importantes mobilisations en défense de l'enseignement public, ainsi qu'une manifestation de dizaines de milliers, à Madrid, qui sont descendus dans la rue en défense de la santé publique et contre la privatisation du secteur, une manifestation convoquée par la Coordination des Travailleurs de la Santé Publique de Madrid.

D'autre part, à différentes occasions, des dizaines de milliers d'étudiants se sont mobilisés dans leur lutte contre la privatisation de l'enseignement universitaire que représente le Plan Bologne (promu par tous les gouvernements de l'UE).

Et quelques jours seulement avant les élections, le 21 mai, il y a eu une grève générale couronnée de succès dans le Sud du Pays basque, avec des milliers de personnes participant à des mobilisations à Bilbao, Saint-Sébastien, Pampelune et Vitoria. Dans la dernière semaine de mai, il y a eu d'importantes confrontations entre les métallos de Vigo (la Galice) et la police, lors des mobilisations de la lutte pour une convention collective.

Le surgissement de II-SP

Ce qui est certain, c'est que toutes ces luttes, et l'avant-garde qui y participe, ne trouvent pas une expression syndicale organisée dans les principales centrales, comme CCOO ou UGT, ce qui donne lieu à un processus embryonnaire de réorganisation syndicale. Elles ne se retrouvent pas non plus dans l'actuelle carte politique espagnole, avec le PSOE comme pilier du régime, la Gauche Unie de plus en plus à droite et les partis bourgeois des nationalités (PNV, BNG, CiU, Esquerra Republicana) de plus en plus intégrés au régime.

C'est dans ce cadre qu'apparaît la coalition qui lance les candidatures d'II-SP pour les élections au parlement européen. Pour la première fois s'unissent dans un front électoral d'opposition au régime, des organisations et personnalités de la gauche des nationalités,

d'autres organisations présentes dans l'ensemble de l'Etat espagnol, comme Courant Rouge (une organisation dont participe le PRT-IR, la section espagnole de la LIT-QI), ainsi que des militants et dirigeants des luttes ouvrières récentes. Cette unité sans précédent se manifeste tant dans la composition de la liste de candidats comme dans le programme de la coalition. C'est pourquoi, en peu de temps, II-SP a reçu de nombreuses adhésions de secteurs d'intellectuels, de syndicalistes, d'autres organisations de gauche, etc.

Un grand triomphe démocratique

L'apparition de cette coalition a été un motif de souci pour la droite, qui a entamé une campagne d'attaques dont le gouvernement du PSOE se fit écho. Ce dernier a demandé et obtenu, par le biais du Ministère public, l'interdiction de la liste d'II-SP par le Tribunal Suprême (TSE), avec la fausse accusation qu'il s'agissait de la continuité de Batasuna (une organisation de gauche basque, mise hors la loi parce que considérée comme le bras politique de l'ETA).

Toutefois, une forte campagne nationale et internationale, qui s'ajoutait au manque de preuves de l'accusation, a obligé le Tribunal Constitutionnel à casser la décision du TSE, et II-SP a pu se présenter aux élections.

Cela a été un grand triomphe démocratique. Comme disait, avant les élections, Alfonso Sastre, un des plus prestigieux dramaturges de langue hispanique et tête de la liste : « *Indépendamment du fait d'obtenir un siège ou non en Europe, le mouvement de solidarité qui est né à la suite de l'annulation de la candidature par le Tribunal Suprême, est déjà un succès.* ».

En rapport avec cela, un autre succès de la campagne est que, comme dit la déclaration postérieure de Courant Rouge : « *La campagne a servi à mettre en question, au niveau étatique et international, cette **Loi des Partis** antidémocratique, ainsi que ceux qui depuis le gouvernement (du PSOE ou du PP) poursuivent les gens pour des délits d'opinion et font des lois dignes de dictatures.* ».

Résultats et perspectives

Dans le cadre d'une courte campagne, qui a dû subir tant les attaques que le silence des grands médias, la liste II-SP a obtenu un résultat électoral très bon, même si elle n'a pas obtenu un député.

Elle a obtenu dans l'ensemble de l'Etat espagnol un chiffre significatif de voix : 175 895 (1,12%). Il y a lieu de signaler clairement les résultats du Pays basque (115 281) et de Navarre (22 985), où la liste est devenue la troisième force, ainsi que ceux de Catalogne (16 575). Pour voir l'importance de ce résultat, il convient de le comparer avec celui des deux autres forces de gauche d'opposition au régime qui se sont présentées : la Gauche Anticapitaliste (liée au Nouveau Parti Anticapitaliste français) a obtenu 25 280 voix et le Parti Communiste des Peuples d'Espagne (PCPE) 15 093.

C'est pourquoi, les premières conclusions publiées par Courant Rouge, en exprimant sa satisfaction pour le résultat, nous paraissent correctes :

Cette candidature est née avec un objectif clair : qu'on écoute la voix des travailleurs, des travailleuses et des peuples ; et il n'y a pas de doute que nous avons réalisé amplement cet objectif. [...] Mais les résultats ont démontré surtout ce que signifie vraiment une politique de classe : essayer d'unir toute la classe ouvrière et faire de sorte qu'elle assume comme propres, les autres tâches en suspens du reste des opprimés. [...] Sans céder à l'idéologie dominante, contre le retard et les préjugés, contre vent et marée, on a su défendre qu'il n'y a pas d'unité des travailleurs si comme travailleurs, nous ne sommes pas les suprêmes défenseurs du droit des peuples à leur autodétermination, à l'exercice de la souveraineté des peuples, défendant ainsi les libertés démocratiques les plus élémentaires. [...] Nous sommes plus que satisfaits, parce que la campagne à permis de rompre le cordon autour de Euskal Herria [du Pays basque, NdR], et de récupérer des liens d'unité entre les organisations basques et la gauche révolutionnaire étatique, relançant ainsi la lutte pour la souveraineté de tous les peuples.

Maintenant s'ouvre un débat sur la façon de donner suite à l'unité et à l'espace conquis, pour que naisse une alternative politique en Espagne pour des milliers de combattants de la classe ouvrière, de la jeunesse et les nationalités, un outil indispensable pour tous ceux qui en ont ras le bol des trahisons de la « gauche » du régime.